

La jeunesse grecque acculée à l'émigration

Une grève générale a paralysé la Grèce mercredi. Un signe de plus de l'inquiétude qui règne dans le pays alors que le parlement s'apprête à se prononcer sur un nouveau plan d'austérité. De plus en plus d'étudiants songent à s'en aller

Ce mercredi, la Grèce était plongée dans une grève générale de 24 heures et des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans les rues d'Athènes. Ils dénonçaient les nouvelles mesures d'austérité votées ce jeudi par la Vouli, le Parlement grec. Fait notable, dans un pays soumis à l'austérité depuis sept ans, les jeunes occupaient une place importante dans le cortège. Leurs slogans? «Non au dépeçage du pays», «Etudiants en colère»... Car les mesures inquiètent la jeunesse grecque, de plus en plus tentée par l'exil. Faute d'horizon professionnel.

Un Etat social en voie de disparition

Thanos Pagkoutsis 19 ans est de ces étudiants en colère. Sous les palmiers de l'Université Panteion, à Athènes, où il est étudiant, la Grèce a pourtant des allures de paradis. A quelques mètres, un bassin apporte une fraîcheur bienvenue à l'heure où la chaleur commence à envahir la Grèce. Le cadre est idyllique. Mais Thanos, comme ses amis, ne peut masquer son désespoir. «Je viens de Macédoine de l'Ouest. Cette région détient un record européen: le taux de chômage le plus élevé», ironise le jeune homme. Qui poursuit: «Maintenant, nous voyons tous les jours, en Grèce, des gens fouiller dans les poubelles pour manger.» Pour lui, rien ne va changer. «L'accord que le gouvernement a passé le 2 mai avec l'Union Européenne va encore saigner la Grèce», explique-t-il à propos de l'ensemble des mesures réclamées à Athènes par ses créanciers, et votées le 18 mai à la Vouli, le Parlement grec.

«L'énergie va être privatisée», remarque l'étudiant en questions régionales, européennes et internationales. Ce secteur, l'une des principales ressources industrielles hellènes, repose notamment sur l'exploitation du lignite dans le nord de la Grèce. «Si la compagnie est privatisée, les mines vont être fermées; ce sera des licenciements à tous les étages, assure Thanos; notre région est finie, et nos vies avec.» Son père mécanicien à la DEI (compagnie nationale d'électricité) et sa mère enseignante ont déjà vu leurs salaires chuter de plus de 30% depuis 2010. Nouvelles coupes dans les retraites, déjà amputées à 13 reprises depuis le début de la crise en 2010, et de nouvelles hausses d'impôts y compris pour les ménages à la limite du seuil de pauvreté, pour un montant de 4,5 milliards d'euros. L'Etat social est en train d'être détruit, assène Thanos, excédé. Lui voit son avenir hors de sa terre natale.

Plus de 280 000 Grecs ont quitté le pays entre 2010 et 2015, selon une étude menée pour la London School of Economics par Lois Labrianidis, professeur en géographie économique. Ils seraient 350 000 à être partis entre janvier 2008 et juin 2016, selon Endeavor, un réseau de jeunes entrepreneurs, et même 427 000 sur la même période selon la Banque de Grèce. Cet exode est une véritable hémorragie pour un pays d'à peine 11 millions d'habitants.

Fragilité du marché du travail local

Certes, la Grèce a toujours été un pays de migrations. Les deux pères fondateurs de Panteion, dont la construction a débuté en 1927, George Frangoudis et Alexander Pantos, avaient étudié à Paris, à l'Ecole libre des sciences politiques (Sciences Po). Le premier avait même la réputation d'être un «globe-trotteur». Mais si, 90 ans plus tard, les étudiants de la plus ancienne école de sciences politiques de Grèce et fleuron académique du pays renouent avec l'émigration, c'est autant à cause des effets de l'austérité que d'un marché du travail depuis longtemps inadapté.

«Depuis 30 ans, sur les 80 000 nouveaux entrants sur le marché du travail, seuls 40 000 trouvaient un emploi», souligne ainsi Savas Robolis, un ancien expert sur les migrations auprès de l'OCDE qui rappelle que «cette inadéquation structurelle fut en réalité longtemps comblée par les largesses des partis politiques, qui accordaient des contrats dans le domaine public à chaque veille d'élections». Avec la crise, et les coupes drastiques dans les dépenses publiques, cette pratique a pris fin, révélant la fragilité du marché du travail local. Mais faisant aussi exploser le chômage qui touche désormais 1,1 million de Grecs, (un peu plus de 23% de la population active). Pour les moins de 25 ans, le taux avoisine les 48%.

Du coup l'émigration a explosé. Une fois de plus. Dans l'histoire récente du pays, il y a eu trois phases migratoires, explique en substance le chercheur. Dans les années 60, après la guerre civile, la Grèce a connu un exode rural et d'importants départs de main-d'œuvre vers l'Europe, notamment l'Allemagne. Dans les années 90 en revanche, c'est le même pays qui a accueilli plus d'un million de migrants venus d'Europe de l'Est, essentiellement d'Albanie. Ils ont travaillé dans la construction et l'agriculture. Depuis 2010, avec la chute économique, la Grèce subit à nouveau un mouvement de départ vers l'étranger. Lequel touche cette fois-ci une population très qualifiée. Et c'est bien le problème.

«Les jeunes qui partent sont les mieux formés, les plus éduqués alors que la Grèce présente un taux de diplômés inférieur à la moyenne de l'UE comme de l'OCDE», précise Lois Labrianidis. En effet, si 31,7% des 25-44 ans sont diplômés du supérieur en moyenne européenne, selon Eurostat, en Grèce, ils ne sont 29,3%. Or, ceux qui partent sont aussi les plus rapidement employables: médecins, ingénieurs, informaticiens, responsables marketing... Marché du travail grec inadapté, chômage massif, sous-emploi et surqualification par rapport aux emplois proposés: voilà ce qui attend les jeunes Grecs qui restent si rien ne change. Or, après une année 2016 sans croissance, la Grèce a commencé 2017 avec un recul de son PIB (-0,5% au 1er trimestre par rapport au 1er trimestre 2016).

«Les Européens ont détruit la Grèce et l'ont transformée en colonie»

A Panteion, Vaseleios Moatsos, 19 ans, pense, lui aussi, étudier «à l'étranger, en Grande-Bretagne si possible». Lunettes de soleil sur le nez, portable en main, ce fils de fonctionnaires (une mère prof de math, un père technicien à l'université de Crète) se justifie par la nécessité d'acquérir «de nouvelles expériences et une autre vision sur le fonctionnement du système économique, politique et social». Avant d'ajouter: «Les conditions d'études et les chances de trouver un job sont meilleures à l'étranger. Les salaires ici sont très bas, même quand tu as étudié.» A côté, des rires fusent. Ce Crétois s'exclame en contemplant la scène: «Nous, les Grecs, nous savons profiter de la vie... C'est une philosophie! La Grèce, c'est un petit paradis!» Puis il confesse: «A l'université, nous manquons d'infrastructure. Les salles ne sont pas en bon état, et il n'y a même pas de rétroprojecteur à disposition.» En déambulant dans les couloirs, le constat s'impose: il faudrait un sérieux coup de peinture, une remise en état des bâtiments, une réfection des salles.

Pendant que Vaseleios disserte sur son pays, des amis le rejoignent. «Il n'y a plus de boulot ici!», lance Giorgos Manolis. Lui qui considère appartenir à une famille de classe moyenne (son père est dans la police, sa mère ne travaille pas) ne voit pas le bout du tunnel. Il vit chez ses parents. «Je ne peux même pas prendre un appartement avec ma copine. Et puis, avoir des enfants ici, laisse tomber!», tranche-t-il. Plus il développe, plus l'amertume et l'angoisse prennent le dessus. «Pourquoi moi et ma génération devrions-nous payer les erreurs commises par les hommes politiques dans le passé? C'est leur faute, mais c'est nous qui devons quitter le pays! Les Européens ont détruit la Grèce et l'ont transformée en colonie.»

Professeur de sociologie à Panteion, Aleka Koroneou effectue actuellement une recherche sur les raisons qui poussent les étudiants au départ. Elle en évoque deux principales: les conditions de travail et un dégoût énorme envers la Grèce moderne, inefficace, à l'Etat défaillant et clientéliste. Pis, cette idée que l'exil serait la seule issue est profondément ancrée dans la tête des jeunes Grecs

comme le démontre une enquête publiée fin avril dans Le Journal des Rédacteurs (Efsyn). «Nous avons interrogé des gamins. Dès 12 ans, ils disent qu'ils devront partir. C'est comme si quelqu'un leur avait pris leurs rêves et leur esprit d'enfant», explique Dina Daskalopoulou, une des deux journalistes en charge du dossier.

Aliki Chnari semble avoir mis une croix sur ses rêves d'enfant. Ses parents sont divorcés. Sa mère, assistante sociale à la retraite, perçoit à peine 900 euros et doit assurer des remboursements; son père, chauffeur de taxi, a de très faibles revenus. Etudiante en psychologie, elle travaille pour assurer son quotidien. A 21 ans, elle gagne 250 euros par mois, non déclarée par ses employeurs, en donnant des cours de danse tous les après-midi, cinq heures à chaque fois. «Il y a six mois, j'ai dû ralentir les cours pour préparer les examens. Il me restait 100 euros pour un mois. Même manger devenait difficile», confesse-t-elle. Pour elle, «les talents ne sont pas utilisés en Grèce. Nous sommes devenus un pays d'esclaves». Elle a donc mis en place une stratégie pour quitter le pays. Elle a effectué un premier séjour Erasmus, à Paris 8, le temps d'un semestre en 2016. De retour en Grèce, elle sait déjà qu'elle retournera compléter sa formation en France et souhaite ensuite y rester.

Un cercle vicieux à long terme

A Panteion, Vaseleios tente d'être optimiste. «Après une crise importante, marquée par un effondrement complet de l'ancien système, une augmentation du chômage, une détérioration de nos conditions sociales, le développement reviendra forcément, non?» Tels des Ulysses du XXI^e siècle, lui, comme les autres étudiants candidats au départ, affirment tous, déjà, qu'ils reviendront au pays après leur grand voyage de «10 à 20 ans à l'étranger».

Dans l'immédiat, cette fuite des cerveaux représente un coût important pour l'économie du pays où l'université est entièrement gratuite, des livres jusqu'à la cantine. Elle est tout bénéfique pour les pays d'accueil. Haris Makryniotis, le directeur d'Endeavor, explique ainsi que «les Grecs qui ont quitté leur pays ont généré annuellement dans les pays d'accueil, essentiellement la Grande-Bretagne et l'Allemagne, l'équivalent de 12 milliards de PIB et de 9,1 milliards de taxes. Au total, depuis 2008, les expatriés grecs ont généré plus de 50 milliards de PIB dans leur nouveau pays de résidence.»

«Il faut mettre un terme à ce cercle vicieux», déclare Lois Labrianidis qui, depuis 2015 et l'arrivée de Syriza au gouvernement, est devenu secrétaire général du Ministère de l'économie. Il aurait convaincu Alexis Tsipras de faire de la question du «brain drain» une priorité gouvernementale maintenant que l'UE et la Grèce semblent avoir achevé les négociations. Dans quelques jours, le premier ministre grec devrait ainsi dérouler un plan intitulé «Return to Greece». Objectif: faire revenir en Grèce un capital humain vital pour le pays. Suffira-t-il?

A l'université Panteion, les étudiants continuent de débattre de l'avenir du pays, et du leur. Pour Vaseleios, «quitter la Grèce, c'est l'ambition de tous les jeunes!». Discrète, une jeune fille de 19 ans, Angeliki, rétorque du tac au tac: «Non, c'est juste le seul moyen de nous sauver nous-mêmes!»